

En Afrique, développer les agro-carburants sans pénaliser la sécurité alimentaire

28 juillet 2011

Un [article publié dans Nature](#) renouvelle en partie les débats actuels sur l'**intérêt des bioénergies au regard des enjeux de sécurité alimentaire**. D'après les auteurs, il ne faut pas jeter l'opprobre sur les productions locales de biocarburants en Afrique car, dans certaines conditions, il s'agit de stratégies intéressantes, tant du point de vue du développement des zones rurales que de la sécurité alimentaire.

Le Brésil est cité comme un exemple de réussite sur ce plan.

L'impact des biocarburants sur la sécurité alimentaire varie selon 4 principaux critères :

- les plantes cultivées : les plantes non comestibles comme l'herbe n'entrent pas en compétition avec l'offre alimentaire. De plus elles peuvent permettre de régénérer les sols dégradés (l'agave par exemple).
- les terres cultivées : l'Afrique dispose de vastes superficies de terres dégradées qui pourraient être restaurées par des productions de bioénergies ;
- les techniques : les différents procédés existants sont d'efficacité variables ; les configurations intégrant production alimentaire, production d'alimentation pour les animaux et bioénergies sont potentiellement les plus attractives ;
- l'organisation des filières : le partage de la valeur ajoutée dans les filières de biocarburants industrielles ne profite pas toujours aux agriculteurs. L'intégration des filières dans les systèmes agricoles, sociaux et économiques peut permettre de créer des emplois dans les zones rurales.

Les auteurs avancent des **propositions** pour que ces conditions de développement des biocarburants soient mises en œuvre :

- adapter les cadres d'évaluation et de certification des biocarburants au sein de la Table ronde sur les biocarburants durables et du Partenariat global pour les bioénergies de la FAO au contexte africain ;
- exiger des preuves sur les effets positifs des projets de bioénergie sur la sécurité alimentaire locale ;
- favoriser les coopératives d'agriculteurs pour fournir la biomasse aux installations de transformation ;
- investir dans la recherche sur la production de biomasse, les technologies de conversion et l'intégration sociétale en Afrique.

Fabienne Portet, CEP (Centre d'études et de prospective)